

COLLOQUE DES JEUNES EUROPEEN.NE.S FRANCOPHONES « ENERGIE CLIMAT, QUELS ENJEUX ECOLOGIQUES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE L'ESPACE EUROPEEN »

CHARTRE POUR UNE TRANSITION ENERGIE CLIMAT DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN EUROPE

CONTEXTE GENERAL

Nous sommes en 2023, année la plus chaude jamais enregistrée avec une température moyenne de la Terre de +1,4°C au-dessus de la moyenne préindustrielle (1850-1900), selon l'observatoire européen Copernicus. Des températures record atteignant 53,3°C aux USA, 52,2°C en Chine, 50°C en Iran ou encore 50,4° au Maroc et 42,4°C en France, sont sûrement les premières d'une longue série à venir. Incendies, inondations, sécheresses, canicules... Ces événements climatiques extrêmes se sont multipliés et partout dans le monde, les populations en ont subi les conséquences.

La cause ? L'activité humaine, considérée comme l'ensemble des activités mises en place par les sociétés ayant pour but la création, la modification et/ou la destruction d'un produit voire, de notre environnement. Cette activité accélère de manière considérable le phénomène de réchauffement climatique : **il ne s'agit plus simplement de changement climatique mais bien de dérèglement.**

Les chiffres sont alarmants : Plus de 16 millions d'hectares brûlés au Canada, en Grèce et en Haïti, des précipitations record en Inde (884 morts), les pires chutes de pluie en 140 ans à Pékin depuis fin juillet (78 décès). Ces pluies hors normes ont également provoqué la mort d'au moins 14 personnes en Turquie, en Bulgarie, et en Grèce. En Libye, ces précipitations sans précédent et les inondations qui en ont résulté ont fait 4 333 morts et 8 540 disparus, déclenchant une crise humanitaire.

Et pourtant, malgré l'amplification de ces phénomènes causée par le dérèglement climatique, l'inaction générale persiste. Aujourd'hui, alors que l'Accord de Paris engage une action collective visant à limiter le réchauffement climatique à +1,5°C, notre société reste dépendante des énergies fossiles pour 80% de ses besoins en énergie et continue de s'inscrire dans une dynamique de surconsommation.

Notre modèle économique et sociétal est-il compatible avec un futur viable et soutenable ?

La réponse est claire, déjà dans le « rapport Meadows » publié en 1972, intitulé « Les limites à la croissance », les scientifiques étaient catégoriques : **nous devons sortir de cette croissance infinie.**

Pouvons-nous continuer à accepter de laisser les entreprises et les gouvernements faire culpabiliser les individus sur leurs pratiques quotidiennes ? Pouvons-nous continuer à dissocier la justice sociale de la justice climatique et à privilégier le profit des plus puissants plutôt que le confort de vie des individus lorsque les 10% les plus riches de la planète sont à l'origine de 47,6% des émissions de CO₂ mondiales en 2019 ? Un travail de déconstruction intellectuelle permettant de repenser l'économie d'un point de vue systémique semble donc être l'un des enjeux les plus importants dans la trajectoire des politiques écologiques et sociales à venir. Notre modèle économique, se basant sur l'exploitation de ressources naturelles, "abondantes" et "gratuites" que sont le pétrole, le gaz et le charbon, doit être remplacé par un système favorisant le développement humain et engendrant donc des désinvestissements. Par quoi ces investissements dans les énergies fossiles se traduisent-ils ?

- L'agriculture (25% des émissions de GES au niveau mondial selon les données du GIEC de 2019)
- Les transports (15% des émissions de GES)
- L'industrie (40% des émissions de GES)
- L'utilisation des bâtiments (20% des émissions de GES)

Réagissons avant que la dystopie ne devienne réalité :

- D'après The National Geographic, le niveau des océans s'élève de plus en plus vite et devrait gagner 30 cm d'ici à 2050. En 30 ans, le niveau de la mer s'élèverait donc autant qu'au cours du siècle passé.
- Selon le dernier rapport du GIEC, les projections présentent une progression qui va de 260 millions de réfugiés climatiques en 2030 jusqu'à 1,2 milliard en 2050.

***“Actuellement, l'Homme mène une guerre contre la nature.
S'il gagne, il est perdu”***
(Hubert Reeves)

CONTEXTE SPECIFIQUE A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN EUROPE

Nous, étudiantes et étudiants, insistons sur l'importance cruciale de prendre en compte les enjeux environnementaux, climatiques et énergétiques dans la gestion de nos établissements d'enseignement supérieur. Or, nous constatons que nos infrastructures universitaires souffrent souvent de vétusté, d'une gestion inefficace des ressources et de décisions budgétaires qui négligent ces préoccupations essentielles.

Nous remettons tout d'abord en question la transition numérique totale, qui ne tient pas compte de la nécessité d'un équilibre entre la plus-value du numérique et les impératifs environnementaux. Ensuite, nous demandons la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de développement durable dans l'environnement universitaire en phase avec les enjeux climatiques.

La gestion des déchets est également un défi majeur. Au-delà des déchets générés par les appareils numériques, on constate que les bonnes pratiques du tri sélectif ne sont pas généralisées au niveau de l'Europe. En ce qui concerne les infrastructures, nos établissements continuent d'être excessivement énergivores, et l'adoption d'énergies renouvelables progresse lentement. L'architecture durable et l'utilisation de matériaux locaux sont des aspects insuffisamment développés. En outre, les questions de sécurité sur les campus, notamment en lien avec les défis climatiques, nécessitent une attention plus soutenue. En fait, les nouvelles urgences climatiques ne sont pas complètement prises en compte dans nos activités universitaires. Par exemple, les calendriers universitaires et les horaires ne reflètent pas les réalités des changements climatiques.

Les programmes éducatifs ne répondent pas aux enjeux environnementaux et sociaux actuels, malgré la demande croissante de la communauté étudiante pour une meilleure formation dans ce domaine. De plus, les théories du passé ne concordent plus aux besoins de demain alors que ces dernières sont toujours enseignées comme étant pertinentes. Les méthodes d'enseignement traditionnelles entravent la créativité et le dialogue, et ne font pas appel à des méthodes innovantes, ce qui freine la réflexion critique et la collaboration. Concernant le corps enseignant, ce dernier n'est pas correctement formé pour transmettre les principes du développement durable, ce qui limite sa capacité à éduquer efficacement les élèves.

Nous considérons que les objectifs en matière de développement durable ne sont pas correctement pris en compte dans l'enseignement supérieur, et qu'ils ne sont ni systématiques, ni transdisciplinaires. La recherche et les publications sont beaucoup trop souvent limitées à l'anglais, ce qui crée des inégalités d'accès à l'information.

En outre, nous notons un manque de plateformes (associations, colloques, rencontres) pour favoriser le débat sur les enjeux environnementaux. En lien avec cela, nous soutenons une mobilité académique internationale, car nous croyons que les étudiants ont besoin de ces opportunités pour collaborer dans la recherche de solutions à la crise actuelle.

Enfin, nous vivons un manque d'égalité en ce qui concerne l'accès aux logements collectifs et aux transports publics, ce qui constitue un obstacle majeur pour notre avenir durable et résilient.

Nous appelons au changement du système et non au changement climatique

27 PROPOSITIONS POUR UNE TRANSITION ENERGIE CLIMAT DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN EUROPE

Nous étudiantes et étudiants, appelons nos établissements d'enseignement supérieur à :

Gouvernance

1. **Consacrer des moyens pour relever les défis de la transition écologique** et ce via la formation, l'infrastructure et la mobilité. La Présidence ou la direction de l'établissement devra fixer une feuille de route intégrant des objectifs et des indicateurs annuels du suivi de la transition écologique. Un poste de directeur pour cette action sera créé pour coordonner les différents efforts et actions.
2. **Établir des partenariats avec les autorités locales afin de développer des solutions favorables à la mobilité durable des étudiantes et étudiants.**
3. **Transformer les structures de prise de décision pour intégrer la voix du collectif étudiant.** La jeunesse actuelle est déjà confrontée aux conséquences climatiques liées à l'activité humaine. La prise en considération de ses besoins fondamentaux est primordiale.
4. **Soutenir activement la mise en place d'un système de certification européenne permettant de s'assurer que les principes de la Responsabilité sociale et environnementale (RSE) sont mis en œuvre.** Cette certification permettrait de s'assurer que pour chaque décision prise par les universités les critères sociaux, économiques et environnementaux du développement durable sont pris en compte.
5. **Elaborer une stratégie assortie d'une feuille de route intégrant :**
 - Des cursus et des formations proposés au personnel¹,
 - Des moyens supplémentaires attribués aux différents domaines de recherche²,
 - Des offres proposées aux étudiants en tant que citoyens responsables³,
 - Des planifications des infrastructures et du choix de la source d'énergie⁴,
 - De l'élaboration des concepts d'une mobilité plus douce⁵,
 - Et de la transition vers un numérique plus durable⁶.

¹ <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/quels-defis-pour-leducation-et-lurgence-climatique-et-environnementale>

² <https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/plaidoyer-transformer-son-etablissement/>

³ https://services.dgesip.fr/fichiers/Plan_climat_MESR_4.pdf

⁴ <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2022-02/sensibiliser-et-former-aux-enjeux-de-la-transition-ecologique-dans-l-enseignement-sup-rieur-16808.pdf>

⁵ <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2022-02/sensibiliser-et-former-aux-enjeux-de-la-transition-ecologique-dans-l-enseignement-sup-rieur-16808.pdf>

⁶ https://education4climate.be/education4climate_rapport_final_fr.pdf

Enseignement

6. **Intégrer dans les cursus du premier cycle (toutes facultés confondues) un cours obligatoire qui sensibilise les étudiants aux enjeux du dérèglement climatique**, leur permettant de mieux comprendre les défis climatiques et énergétiques.
7. **Promouvoir la sensibilisation aux enjeux du dérèglement climatique au niveau du personnel universitaire** (aussi bien académique qu'administratif) à travers des formations sur les problématiques énergétiques et climatiques et sur les objectifs du développement durable (ODD) définies par l'ONU.
8. **Encourager l'interdisciplinarité** sur les thématiques de la transition écologique entre les facultés. Par exemple, travailler en binôme sur des thèses permettant à deux doctorants de filières différentes de travailler de façon complémentaire sur un même sujet de thèse.
9. **Créer un poste de responsable écologique** dans chaque faculté pour accompagner le personnel enseignant dans l'intégration des sujets liés à la transition climatique dans leurs cours et s'assurer de la transmission scientifique des défis climatique et énergétique (crises climatique et énergétique, ODD) de l'ensemble de la communauté.
10. **Intégrer la thématique de la transition climatique et ses ODD dans les cours obligatoires du premier et deuxième cycle** de tous les cursus universitaires où la pertinence des sujet climat et énergie rend son absence inacceptable. Cette intégration fait appel au responsable écologique, selon la procédure mentionnée ci-dessus.
11. Octroyer une position privilégiée à la **réinvention créative et explorative des pratiques de l'enseignement** (adopter une approche pratique, promouvoir la force du collectif et valoriser la collaboration, motiver avec plaisir via notamment les procédés de ludification, et laisser de la place aux émotions).

Recherche

12. **Renforcer le financement des sciences au profit de l'atteinte des objectifs de développement durable** pour assurer que l'humanité et la planète soient remises sur la voie de la durabilité mondiale.
13. **Promouvoir une collaboration inclusive et efficace entre les scientifiques, les décideurs et les acteurs du développement durable.**
14. **Veiller à ce que les recherches financées respectent les objectifs du développement durable.**
15. **Créer des structures permettant des collaborations entre différentes facultés** concernant une même thématique de recherche en lien avec la transition énergétique.

Numérique responsable

16. **Veiller à la bonne pratique de la sobriété dans l'usage des techniques numériques** et favoriser l'hybridation des méthodes si cette dernière est écologiquement plus favorable considérant une analyse du cycle de vie.
17. **Faire en sorte que l'attribution d'importance et de moyens financiers aux transitions numérique et énergétique soit équilibrée** et ne favorise pas l'une par rapport à l'autre.

Campus durable

18. **Implémenter des mesures du développement durable dans les bâtiments** telles que l'isolation thermique et l'instauration d'un système de gestion de l'eau efficace, visant à assurer la qualité de l'eau tout en identifiant et en éliminant les gaspillages.
19. Dans les zones environnantes, privilégier **l'intégration de la végétation naturelle dans le paysage universitaire**, l'introduction de dortoirs sur le campus et la mise en place de moyens de transport durables (ex. vélos, trottinettes électriques).
20. **Intégrer des sources d'énergie renouvelables** telles que les panneaux solaires, accompagnées de systèmes de contrôle de la température énergétiquement efficaces.
21. **Introduire un système complet de gestion des déchets**, ce qui devrait inclure un réseau élargi de conteneurs pour l'élimination correcte des déchets, c'est-à-dire qu'ils doivent inclure le recyclage, accompagné d'un système de compostage.

Vie étudiante

22. **Organiser des ateliers** qui sensibilisent les étudiants à leur impact sur l'environnement.
23. **Promouvoir la création d'associations** qui réunissent les étudiants autour de la thématique du développement durable (p.ex. des bureaux de durabilité, des ONG). Ces dernières permettent aux étudiants de mettre en pratique les concepts acquis et de manifester leur envie d'agir (via l'élaboration de projets écologiques, le changement de leurs habitudes vers plus de durabilité, etc.)
24. **Organiser des événements** la dernière semaine du mois de mars concernant les urgences climatiques à l'occasion de la Semaine de la langue Française et de la Francophonie.
25. **Engager** des projets d'action locaux tels que la plantation d'arbres, la collecte de déchets ou la sensibilisation communautaire.
26. **Créer des activités et événements** extracurriculaires où les étudiants, à travers l'éducation non-formelle, apprendront l'importance du climat et de l'énergie. Ces activités se traduisent par des débats organisés et animés par les spécialistes du domaine qui expliquent mieux les problématiques où les étudiants ont des incertitudes. Ils permettent de développer la pensée et les connaissances scientifiques.
27. **Apprendre** aux étudiants à se familiariser plusieurs démarches administratives, à savoir comment les gérer et à reconnaître leur pouvoir dans la société.

LISTE DES SIGNATAIRES :

Albanie

Mme. Eida Zénéli, ESFAM/Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

M.Egli Gokaj, ESFAM/Nantes Université

Mme. Mélina Kertusha, ESFAM/Nantes Université

Arménie

Mme Anna Kocharyan, Université d'Etat Brusov

Mme Gayane Ghazaryan, ESFAM/Nantes Université

Autriche

Mme Anna Compérat, Université de Vienne

Azerbaïdjan

M. Asaf Gurbanov, ESFAM /Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Belgique

M. Sylvain Poivre, Université Libre de Bruxelles

Bosnie-Herzégovine

M. Jarraya Salihovic, Université de Sarajevo

Bulgarie

Mme Hathe Ediyat, ESFAM/Nantes Université

Mme Monika Markova, ESFAM/Université de Liège

Mme Sava-Kalina Angheloff-Zhunich, ESFAM/Université de Corse

Mme Zhaklin Pavlova, ESFAM/Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Mme Mariya Dimova ESFAM/ Université de Liège

Espagne

M. Mario Sanchez-Cortes Macias, Université de Grenade

France

Mme Juliette Scheid, Université de Caen Normandie

M.Victor Lirzin, ESFAM/Université Paris Panthéon Assas

Georgie

Mme Elene Svanidze, ESFAM/Nantes Université

Mme Nia TSOTSOLASHVILI, ESFAM/Nantes Université

M. Shonia NIKO, ESFAM/Nantes Université

Grèce

M. Angelos Chalkiadakis, Université du Pirée

Hongrie

Mme Erika Franko, Université de Szeged

Italie

M. Gabriele Druetta, Université de Turin/IEP Bordeaux

Kosovo

M. Ylber Murtezaj, ESFAM/Université de Liège

Luxembourg

M. Max Larry, Université de Liège

Macédoine du Nord

M. David Stoilkovski, Université St. Cyrille et Methode - Skopje

Malte

Mme Ylenia Duncan, Université de Malte

Moldavie

M. Alexandr Sorocean, ESFAM/Nantes Université

M. Daniel Cristea, Université d'Etat de médecine et pharmacie Nicolae Testemițanu

Mme Valéria Ciobanu, ESFAM/Nantes Université

Mme Olga Gherasim, ESFAM/Université de Corse

M. Andrei Plop, ESFAM/Nantes Université

Mme Rodica Farima, ESFAM/Université de Corse

Mme Sappira Surdu, ESFAM/Université de Corse

Mme Tatiana Morei, ESFAM/Université de Liège

Mme Olesea Ciobanu, ESFAM/Nantes Université

Monténégro

Mme Andrea Perunicic, Université du Monténégro - Niksic

Pologne

Mme Aleksandra Kolodziejczyk, Université Polytechnique de Łódź

Mme Natalia Wilczynska, Université Polytechnique de Łódź

Portugal

Mme. Catarina Antunes de Sousa, Université de Coimbra/IEP Bordeaux

Serbie

Mme. Anastasija Gorgiev Stojanovic, Université de Niš

Slovaquie

Mme Annamaria Kapicakova, Université Matej Bel - Banska Bystrica

Slovénie

Mme Manca Stritof, Université de Ljubljana

Turquie

Mme. Elif Naz Koca, Université Galatasaray

Ukraine

Mme Myroslava Yaroshevych, ESFAM/Nantes Université

Mme Yelyzaveta Kolodnyska, ESFAM/Nantes Université

Mme Yelyzaveta Losieva, ESFAM/Nantes Université